



median

The Imaging Phenomics
Company®

Rapport Financier Semestriel

30 Juin 2017

Median Technologies SA

1. SOMMAIRE

1. SOMMAIRE.....	- 2 -
2. PRESENTATION DU GROUPE.....	- 3 -
A. Présentation Générale.....	- 3 -
B. Histoire de la société en date	4
C. Historique des levées de fonds depuis l'introduction en Bourse	5
D. Actionnariat au 30 Juin 2017	6
E. Historique des plans d'options de souscriptions d'actions	6
3. RAPPORT SEMESTRIEL ACTIVITE	9
A. Activités ordinaires au 1 ^{er} Semestre 2017	9
B. Les comptes consolidés (Normes IFRS)	10
C. Evénements significatifs intervenus depuis le 30 Juin 2017.....	10
4. ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES RESUMES.....	11
A. Etat de la situation financière consolidée	11
B. Etat du résultat net consolidé	12
C. Etat résumé du résultat global consolidé (OCI).....	12
D. Etat de variation des capitaux propres consolidés.....	13
E. Tableau des flux de trésorerie consolidé.....	14
F. Notes annexes aux états financiers établis selon les normes IFRS.....	15
5. DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SUR LES COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES	37

2. PRESENTATION DU GROUPE

A. Présentation Générale

Median Technologies est spécialisée dans le domaine de l'imagerie médicale. La société développe des applications logicielles qui permettent d'analyser le contenu des images, de détecter et de mesurer automatiquement des anomalies qui peuvent être des signes de maladie.

Grâce à ses applications, Median Technologies aide les médecins à prendre en charge et suivre leurs patients. L'imagerie est clé dans de nombreuses disciplines médicales où elle intervient pour le dépistage, le diagnostic et le suivi de beaucoup de maladies. Aujourd'hui, l'imagerie médicale permet d'évaluer si un traitement est efficace ou non pour un patient donné, en particulier pour les patients atteints de cancers. C'est le domaine médical sur lequel Median Technologies est principalement positionné.

En plus d'être présentes dans les services de radiologie d'hôpitaux, de centres anti cancer et de cliniques, les applications logicielles développées et commercialisées par Median Technologies sont aujourd'hui utilisées par des sociétés de biotechnologie et des laboratoires pharmaceutiques dans le cadre de leurs essais cliniques en cancérologie.

Ce marché est d'ailleurs l'axe principal de développement en termes de chiffre d'affaires du Groupe. Aujourd'hui, la société approfondit la mise en application de sa connaissance de l'image en développant un pan d'activité extrêmement novateur, celui de l'imagerie phénomique qui permet d'identifier dans l'image des signatures qui sont spécifiques de maladies, et dont la connaissance va permettre d'aller vers une médecine de plus en plus personnalisée.

L'activité de Median Technologies se structure donc autour de **trois axes stratégiques** :

- L'imagerie pour le soin des patients atteints de cancers

Les applications Median permettent aux radiologues et aux oncologues d'évaluer l'efficacité des traitements qui sont donnés aux patients à partir de mesures quantitatives faites dans les images médicales.

- L'imagerie pour les essais cliniques en cancérologie

Dans ce contexte, Median Technologies travaille avec des sociétés de biotechnologie et de grands laboratoires pharmaceutiques. Les applications logicielles et les services d'imagerie que Median développe autour de ces applications aident les sociétés de biotechnologie et les grands laboratoires pharmaceutiques à mettre au point de nouveaux traitements innovants et personnalisés pour les patients, ainsi que des stratégies thérapeutiques plus appropriées.

- L'imagerie phénomique

C'est aujourd'hui le domaine le plus innovant des activités de la société. Median Technologies développe une plateforme d'imagerie iBiopsy®, qui a fait l'objet de la signature d'un partenariat avec Microsoft en juin 2016 pour la partie Big Data. L'imagerie phénomique va être au cœur de la médecine personnalisée, qui est la médecine de demain. En effet, on sait aujourd'hui que chaque type de maladie a une 'signature' propre et spécifique, que cette signature peut être extraite des images médicales grâce à des algorithmes puissants qui, corrélés à des mégadonnées (Big data) permettent d'identifier exactement le type de maladies et d'identifier pour un patient donné le traitement qui sera le plus efficace. L'imagerie phénomique ouvre un gigantesque horizon de possibilités pour l'industrie pharmaceutique et également pour les professionnels de santé.

Aujourd'hui, les équipes de Median Technologies incluent un peu plus d'une centaine de collaborateurs dont une part importante est dédiée aux activités de Recherche et développement et aux Services. Pluridisciplinaires, ces équipes intègrent des scientifiques et des ingénieurs spécialisés dans le traitement d'images, le data management, la direction de projets et les réglementations du développement clinique.

Depuis sa création, MEDIAN Technologies est implantée dans le sud de la France sur le pôle technologique de Sophia Antipolis, un environnement particulièrement propice aux industries de santé.

Ayant une vocation de fort développement à l'international, la société est également présente via sa filiale Median Technologies Inc. aux Etats Unis.

B. Histoire de la société en date

2002 - Median Technologies est créée à Sophia Antipolis, France. Jusqu'en 2007, Median enrichit sa technologie, notamment en collaborant avec des instituts technologiques en imagerie médicale.

2007 - L'ensemble des développements réalisés par la société est intégré dans un portefeuille d'applications cliniques LMS - Lesion Management Solutions. Les applications sont commercialisées en Europe, puis aux US, après l'obtention des autorisations de la FDA.

2011 - Est une année charnière pour Median Technologies. La société déploie un nouvel ensemble de services spécifiquement adaptés pour la gestion des images lors d'essais cliniques en oncologie : Clinical Services basée sur le coeur technologique des applications LMS.

Les titres de la Société sont admis sur le marché NYSE Alternext à Paris, selon le principe de la cotation directe avec un cours de référence de 8,05€.

2014 - Treize investisseurs institutionnels étrangers conduits par New Enterprise Associates (NEA), souscrivent pour un montant de 20M€, 2.222.222 actions nouvelles pour un prix de souscription de 9€, dans le cadre d'une augmentation de capital par placement privé.

2015 - Sept investisseurs institutionnels étrangers conduits par Abingworth, souscrivent pour un montant de 19,8M€, 1.650.000 actions nouvelles pour un prix de souscription de 12€ chacune, dans le cadre d'une augmentation de capital par placement privé.

2016 – Voit le démarrage de l'activité de R&D autour de l'utilisation de l'imagerie phénotypique et du Big

Data. Le projet est baptisé iBiopsy® et fait l'objet d'un partenariat avec Microsoft France. Les applications liées à l'imagerie phénotypique vont servir à terme les deux marchés sur lesquels est positionné la Société, celui de l'imagerie dans les essais cliniques et celui du soin des patients. Le rebranding de la société effectuée au cours de 2016, met en exergue l'importance de l'imagerie phénotypique dans le positionnement de Median Technologies sur ses marchés. Outre le changement de logo et la refonte totale de ses outils de communication, Median Technologies choisit comme tagline « The Imaging Phenomics™ Company ».

2016 – Median Technologies a procédé à une augmentation de capital réservée au profit de Furui Medical Science Company Luxembourg à hauteur de 1.507.692 actions nouvelles pour un prix de souscription de 13€ chacune, soit un montant total de 19.6 M€. Cette augmentation de capital réservée va principalement permettre à Median Technologies de développer de nouvelles opportunités commerciales pour ses produits pour la Chine.

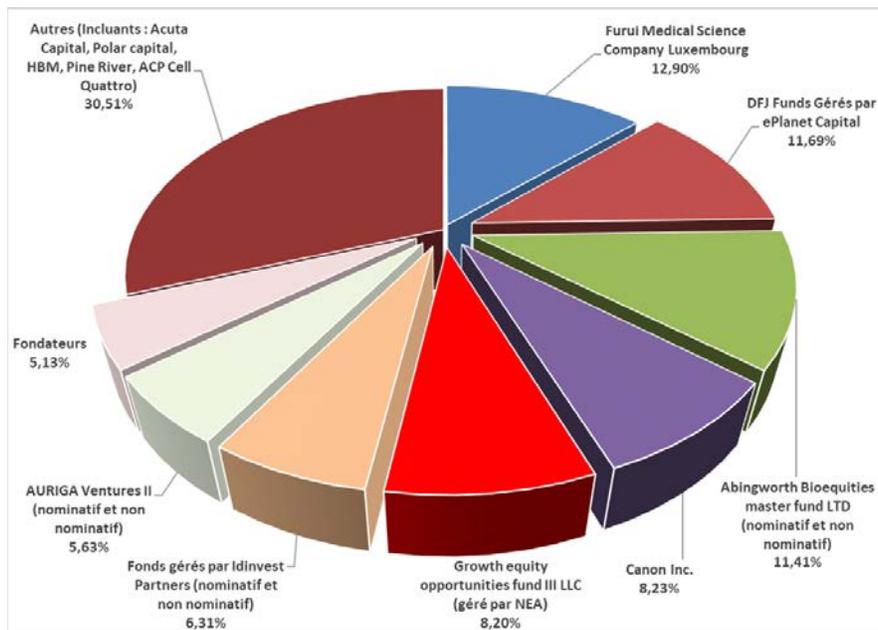
C'est une année charnière également, en terme de structuration de la filiale américaine Median Technologies Inc. basée à Woburn, MA. L'année voit notamment des recrutements majeurs :

- celui de Madame Jeanne Hecht, Chief Operating Officer qui est responsable de la définition et de la mise en œuvre de la stratégie du groupe au niveau mondial.
- celui de Monsieur Nicholas Campbell Chief Commercial Officer, responsable de toutes les activités commerciales et de leur mise en œuvre pour l'ensemble du groupe.

C. Historique des levées de fonds depuis l'introduction en Bourse

Date	Historique	Nombre d'actions	Capital Social (En €)	Levée de fonds (en €)
	Capital social avant la cotation	4 349 482	217 474,10 €	
Année 2011	- Augmentation de capital en numéraire (Suite à cette augmentation de capital, les titres de la Société ont été admis sur le marché NYSE Alternext à Paris selon le principe de la cotation directe avec un cours de référence de 8,05 € par action); - Emission d'actions suite à l'exercice de BSPCE; - Prise de participation dans la société par Canon Inc (15%); - Emission d' 1 action de préférence de catégorie B.	1 468 336	73 416,80 €	12 012 675,05 €
Année 2012	- Emission d'actions suite à l'exercice de BSPCE; - Deux fonds Communs de Placement pour l'innovation gérés par OTC Asset Management ont souscrit des actions nouvelles.	84 500	4 225,00 €	821 200,00 €
Année 2013	- Six Fonds Communs de Placement pour l'Innovation ont souscrit au total 132.132 actions nouvelles au prix de 10,60 € par action.	132 132	6 606,60 €	1 400 599,20 €
Année 2014	- Augmentation de capital en numéraire et conversion de deux comptes courants, par émission de 2.222.222 actions à bons de souscription d'actions, au prix de 9 € par action, dont 0,05 € de nominal et 8,95 € de prime d'émission; - Emission d'actions de préférence de catégorie E suite à l'exercice de BSPCE.	2 226 642	111 332,10 €	20 018 562,00 €
Année 2015	- Augmentation de capital par placement privé avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour un montant de 19 800 000 euros, à 1.650.000 actions pour un prix de souscription de 12€ chacune, dont 11,95€ de prime d'émission en date du 15 Juillet 2015; - Emission d'actions suite à l'exercice de BSPCE; - Emission d' actions de préférence de catégorie E suite à l'exercice de BSPCE; - Emission d'actions suite à l'exercice de BSA.	1 754 325	87 716,25 €	20 667 943,50 €
Année 2016	- Augmentation de capital en numéraire, par émission de 1.507.692 actions à bons de souscription d'actions, au prix de 13 € par action, dont 0,05 € de nominal et 12,95 € de prime d'émission; - Emission d'actions suite à l'exercice de BSPCE; - Emission d' actions de préférence de catégorie E suite à l'exercice de BSPCE; - Emission d'actions suite à l'exercice de BSA.	1 635 363	81 768,15 €	20 629 364,39 €
janv-2017	La Société a émis 24.609 actions nouvelles, suite à l'exercice de 24.609 BSA. Ces actions ont été émises au prix de 6,50 € par action dont 0,05 € de nominal et 6,45 € de prime d'émission. Le Conseil d'Administration du 13 janvier 2017 a constaté la réalisation de l'augmentation de capital.	24 609	1 230,45 €	159 958,50 €
avr-2017	Le conseil d'Administration du 05 Avril 2017 a constaté l'émission de 500 actions nouvelles, suite à l'exercice de 2.500 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 6,5 € par action dont 0,05 € de nominal et 6,45 € de prime d'émission.	500	25,00 €	3 250,00 €
juin-2017	Le conseil d'Administration du 26 Juin 2017 a constaté l'émission de 6000 actions nouvelles, suite à l'exercice de 30.000 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 6,5 € par action dont 0,05 € de nominal et 6,45 € de prime d'émission.	6 000	300,00 €	39 000,00 €
juin-2017	La Société a émis 6.180 actions de préférence de catégorie E suite à l'exercice de 30.900 BSPCE. Ces actions ont été émises au prix de 4,20 € par action dont 0,05 € de nominal et 4,15 € de prime d'émission. Conseil d'administration du 26 Juin 2017.	6 180	309,00 €	25 956,00 €
	Capital social au 30 Juin 2017	11 688 069	584 403,45 €	

D. Actionnariat au 30 Juin 2017



L'information relative à l'actionnariat non nominatif date de l'AGM du 22 juin 2017.

E. Historique des plans d'options de souscriptions d'actions

1. Tableau synthétique

Date de l'assemblée Générale	Nombre de titres autorisés	Date d'attribution des titres	Nombre de titres attribués	Date limite d'exercice	Nombre d'instruments valides et non exercés au 31 décembre 2016	Nombre de titres annulés / non souscrits sur l'année 2017	Nombre de titres exercés	Nombre de titres valides et non exercés	Nombre d'actions correspondant	Prix d'exercice par actions	Augmentation de capital potentielle (nominal)
10/03/2009	186 256	20/05/2010	170 000	09/03/2019	110 000	-	20 000	90 000	18 000	6,50	900,00
07/12/2009	1 061 309	07/12/2009	1 061 309	06/12/2019	716 329	-	30 900	685 429	137 085	4,20	6 854,25
01/04/2011	100 000	01/04/2011	99 950	31/03/2021	74 950	-	12 500	62 450	12 490	6,50	624,50
BSPCE	1 347 565		1 331 259		901 279	-	63 400	837 879	167 575		8 378,75
01/04/2011	100 000	01/04/2011	5 000	-	-	-	-	-	-	-	-
		15/12/2011	60 000	14/12/2018	60 000	60 000	-	-	-	9,00	-
		05/07/2012	34 000	04/07/2019	14 000	-	-	14 000	14 000	10,00	700,00
05/04/2012	200 000	05/07/2012	5 970	04/07/2019	3 970	-	-	3 970	3 970	10,00	198,50
		03/10/2013	10 000	02/10/2020	10 000	-	-	10 000	10 000	10,60	500,00
22/06/2017	300 000	26/06/2017	22 500	25/06/2024	-	-	-	22 500	22 500	13,00	1 125,00
Stock Options	600 000		137 470		87 970	60 000	-	50 470	50 470		2 523,50
10/03/2009	24 609	10/03/2009	24 609	10/03/2019	24 609	-	24 609	-	-	6,50	-
06/06/2013	60 000	06/06/2013	60 000	31/12/2020	60 000	-	-	60 000	60 000	8,04	3 000,00
06/06/2013	20 000	06/06/2013	20 000	31/12/2020	20 000	-	-	20 000	20 000	8,04	1 000,00
29/09/2014	2 222 222	30/09/2014	2 222 222	29/09/2021	2 111 112	-	-	2 111 112	1 055 556	9,00	52 777,80
BSA	2 326 831		2 326 831		2 215 721	-	24 609	2 191 112	1 135 556		56 777,80
16/06/2016	162 523	22/07/2016	162 523	-	162 523	-	-	162 523	162 523	-	8 126,15
16/06/2016	162 522	22/07/2016	162 522	-	162 522	10 000	-	152 522	152 522	-	7 626,10
16/06/2016	186 873	06/10/2016	186 873	-	186 873	-	-	186 873	186 873	-	9 343,65
16/06/2016	186 872	06/10/2016	186 872	-	186 872	-	-	186 872	186 872	-	9 343,60
Actions Gratuites	698 790		698 790		698 790	10 000	-	688 790	688 790		34 440
Total	4 973 186		4 494 350		3 903 760	70 000	88 009	3 768 251	2 042 391		102 119,55

2. Historique des BSA et des AGA

Les Attributions d'actions gratuites

AGA	Historique	Date Attribution	Date Acquisition	Date de conservation
" AGA-2016A"	Le Conseil d'Administration du 22 juillet 2016 a décidé l'attribution de 162.523 actions gratuites (les « AGA 2016 A ») : la période d'acquisition sera d'une durée d'un an à compter de la date d'attribution des actions gratuites et la durée de conservation sera d'un an à compter du terme de la période d'acquisition.	juillet-16	juillet-17	juillet-18
" AGA-2016B"	Le Conseil d'Administration du 22 juillet 2016 a décidé l'attribution de 162.522 actions gratuites (les « AGA 2016 B ») : la période d'acquisition sera d'une durée de deux ans à compter de la date d'attribution des actions gratuites et la durée de conservation sera d'un an à compter du terme de la période d'acquisition. 10 000 actions gratuites ont été annulées sur le 1er Semestre 2017.	juillet-16	juillet-18	juillet-19
" AGA-2016C"	Le Conseil d'Administration du 06 Octobre 2016, ainsi que celui du 04 novembre 2016 ont décidé l'attribution de 186.873 actions gratuites (les AGA 2016 C). <u>Période d'acquisition</u> : L'acquisition des AGA 2016 C est définitive si les conditions suivantes sont remplies cumulativement (les « Conditions Cumulatives ») : (i) A l'issue d'une période d'acquisition d'une durée de un (1) an à compter de la date d'attribution, et (ii) Si les conditions d'acquisition ci-dessous sont remplies : (a) si le Bénéficiaire conserve la qualité de mandataire social ou de salarié de la Société ou de la Filiale US, selon le cas, jusqu'au dernier jour de la période d'acquisition, et (b) la survenance d'au moins l'un des trois événements ci-dessous avant le 31 décembre 2026 : les actions de la Société ont fait l'objet d'une introduction sur un marché réglementé aux Etats-Unis et/ou en France, ou une offre d'acquisition ferme et irrévocable portant sur au moins 51% du capital de la Société est présentée, ou le Bénéficiaire reçoit une offre ferme et irrévocable portant sur 100% des titres qu'il détient, y compris les AGA 2016 C. <u>Période de conservation modulable</u> : Au terme de la période d'acquisition et si les conditions d'acquisition visées ci-dessus ont été remplies, le Bénéficiaire est propriétaire des AGA 2016 C.	octobre-16	Conditions cumulatives	Modulable selon le Plan
" AGA-2016D"	Le Conseil d'Administration du 06 Octobre 2016, ainsi que celui du 04 novembre 2016 ont décidé l'attribution de 186.872 actions gratuites (les AGA 2016 D) : <u>Période d'acquisition</u> : L'acquisition des AGA 2016 D est définitive si les conditions suivantes sont remplies cumulativement (les « Conditions Cumulatives ») : (i) A l'issue d'une période d'acquisition d'une durée de deux (2) ans à compter de la date d'attribution, et (ii) Si les conditions d'acquisition ci-dessous sont remplies : (a) si le Bénéficiaire conserve la qualité de mandataire social ou de salarié de la Société ou de la Filiale US, selon le cas, jusqu'au dernier jour de la période d'acquisition, et (b) la survenance d'au moins l'un des trois événements ci-dessous avant le 31 décembre 2026 : les actions de la Société ont fait l'objet d'une introduction sur un marché réglementé aux Etats-Unis et/ou en France, ou une offre d'acquisition ferme et irrévocable portant sur au moins 51% du capital de la Société est présentée, ou le Bénéficiaire reçoit une offre ferme et irrévocable portant sur 100% des titres qu'il détient, y compris les AGA 2016 D. Il n'y a pas de période de conservation pour les AGA 2016 D.	octobre-16	Conditions cumulatives	aucune

Les bons de souscription d'actions

BSA	Historique	Date de souscription	Date expiration
"BSA A-2009"	La Société NVF Equity Limited a souscrit un bon de souscription d'actions, pour un montant de 16 K€, libéré en totalité par compensation de créance en 2009. Ce BSA est exerçable à tout moment à compter de la réalisation de l'émission pendant une période de 10 ans expirant le 10 mars 2019. Ce BSA donne droit à acquérir 24.609 actions ordinaires au prix d'exercice de 6,50 €.	mars-09	Exercice en Janvier 2017 (Note 9 - Page 22)
"BSA-2013"	L'Assemblée Générale du 6 juin 2013 a décidé l'émission de 80.000 valeurs mobilières donnant accès au capital revêtant les caractéristiques de bons de souscription d'actions (BSA- 2013). Chaque BSA-2013 a été souscrit au prix de 0.80 euros. Les fonds relatifs à cette souscription ont été libérés sur le deuxième semestre 2013. Le prix unitaire d'exercice des BSA-2013 correspond à la moyenne des 40 jours de bourse qui précèdent l'Assemblée Générale du 6 juin 2013, soit 8.04 euros/actions. Ces BSA ont une durée de vie expirant le 31 décembre 2020.	juin-13	décembre-20
"BSA-2014"	L'assemblée générale du 29 septembre 2014 a décidé que l'émission de 2.222.222 BSA donnera lieu à une augmentation de capital d'un montant maximum, de 56 K€ par l'émission de 1.111.111 actions ordinaires de la Société, d'une valeur nominale de 0.05 € chacune à raison de l'exercice de deux BSA pour une action nouvelle. Le prix d'exercice par action est de 9 € prime d'émission comprise. En juillet 2015, 111 110 BSA ont été exercés et ont donné lieu à la souscription de 55 555 actions ordinaires. Le Conseil d'Administration en date du 1er octobre 2015 a constaté la réalisation de l'augmentation de capital d'un montant de 2 777,75 €. Il reste 2 111 112 BSA exerçables jusqu'en septembre 2021.	septembre-14	septembre-21

3. RAPPORT SEMESTRIEL ACTIVITE

A. Activités ordinaires au 1^{er} Semestre 2017

NOTE 1 Les Activités du Groupe

Le chiffre d'affaires de Median Technologies s'établit à 4 M€ au 1er semestre 2017, en progression de 36% par rapport au 1er semestre 2016, correspondant au déploiement des partenariats stratégiques et commerciaux dans le domaine des essais cliniques.

Au cours du 1er semestre, Median a renforcé ses équipes médicales, commerciales, de R&D et de management tant en France, qu'aux Etats-Unis ou en Asie. La société s'est dimensionnée pour répondre à la croissance future.

Median a ainsi recruté plusieurs managers avec en particulier un renforcement des équipes basées aux Etats-Unis (+ 17 personnes). Au global au 30 juin 2017, l'effectif moyen du Groupe s'élevait à 100 collaborateurs contre 76 un an auparavant.

Median a aussi ouvert une filiale à Hong Kong, qui lui permettra d'appréhender directement les marchés asiatiques et de superviser l'ensemble des opérations réalisées dans la région pour les essais cliniques mais aussi de développer de nouvelles opportunités dans le domaine des soins aux patients.

Enfin, Median a poursuivi ses investissements en R&D pour iBiopsy®, sa plateforme d'imagerie alliant l'intelligence artificielle et le deep learning pour développer des solutions permettant de faire des découvertes capitales et innovantes pour la médecine personnalisée en partenariat avec Microsoft.

Compte tenu de ces éléments, l'analyse des résultats fait ressortir sur le semestre :

- ✓ Une hausse des charges de personnel liés à la structuration de l'entreprise et à son redéploiement international (US et Asie) ;
- ✓ Une progression des charges externes avec :

Des frais exceptionnels relatifs à l'implémentation de nouveaux outils pour améliorer la gestion des projets et accroître la productivité technique, opérationnelle (CTMS/ERP/CRM ...) ;

Des frais d'audit et de consulting pour optimiser l'organisation interne et répondre aux différentes normes qui s'imposent à la société ;

Des frais d'étude et de recherche pour le déploiement de la nouvelle plateforme iBiopsy® et la modernisation de sa plateforme LMS.

Au final, le résultat opérationnel du 1er semestre 2017 s'établit à -8 702 K€ contre une perte de -3 634 K€ sur le 1er semestre 2016. Cette augmentation est la conséquence de la structuration entamée par la société, mais également de son déploiement vers les nouvelles activités.

Le résultat net du 1er semestre 2017 s'établit à -8 884 K€ contre -3 657 K€ pour le premier semestre 2016.

Au 30 juin 2017, Median Technologies présente un bilan très solide avec une trésorerie de 35,4 M€ et aucune dette financière. Les capitaux propres s'élèvent à 31,5 M€ suite à l'augmentation de capital réservée à FURUI pour 19,6 M€ en décembre dernier.

L'assemblée Générale Extraordinaire en date du 22 juin 2017 a autorisé le conseil d'administration à consentir, des options donnant droit à la souscription d'actions ordinaires de la Société à émettre (ci-après les « stocks options »).

Le plan d'option qui a été adopté par le conseil d'administration en date du 26 juin 2017 est présenté en page 23 de ce rapport.

NOTE 2 Les Perspectives d'avenir

Le carnet de commande de la Société s'élève à 17,8 M€ au 30 juin 2017 contre 16 M€ au 31 décembre 2016. Celui-ci concerne les essais cliniques dont les groupes pharmaceutiques nous confient le volet imagerie. Celui-ci progresse sur la période tandis que le groupe augmente la livraison de ses services.

Dans une recherche constante d'innovation, les équipes de Median poursuivent leur travail d'actualisation de leurs solutions d'imagerie médicale et devraient dans les prochains mois procéder au lancement d'une nouvelle plateforme iBiopsy®, dans différents protocoles de recherche d'oncologie appliqués notamment au poumon, à la prostate ou au foie. Cette nouvelle version viendra compléter la version actuelle dédiée à la quantification de la NASH (Stéatohépatite non alcoolique).

Dans le domaine des soins aux patients, Median poursuit sa très forte collaboration avec son investisseur et partenaire chinois FURUI.

Enfin, la société poursuit sa structuration pour renforcer son accélération en vue d'une introduction au Nasdaq.

B. Les comptes consolidés (Normes IFRS)

Nous vous rappelons que, même si aucune obligation légale ne l'impose, suite aux engagements pris aux termes des « Subscription Agreements » conclus par la Société le 19 août 2014 et le 2 juillet 2015, la Société a préparé des comptes consolidés conformément aux normes IFRS. **Ce sont sur la base de ces comptes consolidés que le rapport financier semestriel est présenté.**

C. Evénements significatifs intervenus depuis le 30 Juin 2017

Aucun événement significatif postérieur à la date d'établissement des comptes semestriels n'est à signaler.

4. ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES RESUMES

Les chiffres et les informations présentés sont basés sur les comptes consolidés du Groupe, établis de manière volontaire et en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'union Européenne.

A. Etat de la situation financière consolidée

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Immobilisations incorporelles	3	341	278
Immobilisations corporelles	4	403	361
Actifs financiers non courants		143	144
Total des actifs non courants		887	783
Stocks		3	3
Créances clients et autres créances	5	1 887	2 371
Actifs financiers courants	6	174	123
Autres actifs courants	7	2 003	1 498
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	8	35 440	41 776
Total des actifs courants		39 507	45 770
TOTAL DES ACTIFS		40 394	46 554
PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017	31/12/2016*
Capital	9	584	583
Primes liées au capital	9	52 065	51 839
Réserves consolidées		(12 178)	(4 474)
Ecart de Conversion		(27)	(100)
Résultat net		(8 884)	(9 111)
Total des Capitaux Propres		31 561	38 736
	Dont part du Groupe	31 561	38 736
Dettes financières à long et moyen terme	11	-	-
Engagement envers le personnel	10	370	467
Passif d'impôts différés	13	367	351
Autres dettes non courantes	15	1 086	1 126
Total des Passifs non courants		1 824	1 944
Dettes financières à court terme	12	122	459
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes	14	6 507	5 415
Provisions courantes	11	380	-
Total des Passifs courants		7 009	5 874
TOTAL DES PASSIFS		40 394	46 554

** Les chiffres au 31 décembre 2016, ont fait l'objet d'un reclassement de 228 K€ de la ligne Provisions courantes vers la ligne Dettes fournisseurs et autres dettes courantes.*

B. Etat du résultat net consolidé

Etat du résultat net consolidé (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017 (6 mois)	30/06/2016 (6 mois)
Chiffre d'affaires	16	3 958	2 910
Autres produits de l'activité		-	10
Produits des activités ordinaires		3 958	2 920
Achats consommés		(104)	(48)
Charges externes	19	(4 190)	(2 560)
Taxes		(134)	(73)
Charges de personnel	17	(7 717)	(3 810)
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions		(509)	(63)
Autres charges d'exploitation		(5)	(2)
Autres produits d'exploitation		-	3
Résultat Opérationnel		(8 702)	(3 634)
Coût de l'endettement financier net		(3)	(17)
Autres charges financières		(194)	(85)
Autres produits financiers		30	65
Résultat Financier Net	20	(168)	(37)
Charges d'impôt sur le résultat	21	(14)	14
RESULTAT NET		(8 884)	(3 657)
Résultat net part du Groupe		(8 884)	(3 657)
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		-	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE ET DILUE PAR ACTIONS EN EUROS	22	(0,76)	(0,36)

C. Etat résumé du résultat global consolidé (OCI)

ELEMENTS DU RESULTAT (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017 (6 mois)	30/06/2016 (6 mois)
RESULTAT NET		(8 884)	(3 657)
Activités à l'étranger - écart de conversion		73	25
Total des éléments recyclables		73	25
Pertes et gains actuariels sur les régimes à prestations définies		25	(107)
Impôts différés sur pertes et gains actuariels		(7)	36
Total des éléments non recyclables		18	(71)
RESULTAT GLOBAL		(8 792)	(3 703)

D. Etat de variation des capitaux propres consolidés

Capitaux propres du Groupe (en milliers d'euros)	Note	Capital	Primes liées au capital			Réserves consolidées				Réserves de conversion - Autres éléments du résultat global	Résultat consolidé	Total
			Prime d'émission	BSA	Total primes liées au capital	Réserve d'actions propres	Réserves consolidées	Autres éléments du résultat global	Total réserves consolidées			
01/01/2016		501	31 299	80	31 379	(122)	133	(45)	(34)	(76)	(5 527)	26 243
Affectation du résultat N-1							(5 527)		(5 527)		5 527	-
Augmentation de capital	9	3	520		520				-			524
Attribution de BSA									-			-
Variation des écarts de conversion									-	25		25
Variation des écarts actuariels nets des impôts différés										(71)		(71)
Résultat de la période N											(3 657)	(3 657)
Paielements en actions							2		2			2
Actions propres acquises et vendues						(18)			(18)			(18)
Autres Réserves									-			-
Imputation des pertes antérieures sur la prime d'émission									-			-
30/06/2016		504	31 819	80	31 899	(141)	(5 392)	(116)	(5 649)	(51)	(3 657)	23 046
Affectation du résultat N-1									-			-
Augmentation de capital	9	79	19 940		19 940				-			20 019
Attribution de BSA									-			-
Variation des écarts de conversion									-	(49)		(49)
Variation des écarts actuariels nets des impôts différés										43		43
Résultat de la période N											(5 454)	(5 454)
Paielements en actions							1 065		1 065			1 065
Actions propres acquises et vendues						51			51			51
Autres Réserves							16		16			16
Imputation des pertes antérieures sur la prime d'émission									-			-
01/01/2017		583	51 759	80	51 839	(90)	(4 312)	(73)	(4 474)	(100)	(9 111)	38 736
Affectation du résultat N-1							(9 111)		(9 111)		9 111	-
Augmentation de capital	9	2	226		226				-			228
Attribution de BSA									-			-
Variation des écarts de conversion									-	73		73
Variation des écarts actuariels nets des impôts différés										18		18
Résultat de la période N											(8 884)	(8 884)
Paielements en actions							1 338		1 338			1 338
Actions propres acquises et vendues						51			51			51
Autres Réserves									-			-
Imputation des pertes antérieures sur la prime d'émission									-			-
30/06/2017		584	51 985	80	52 065	(39)	(12 084)	(55)	(12 178)	(27)	(8 884)	31 561

E. Tableau des flux de trésorerie consolidé

FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017 (6 mois)	31/12/2016 (12 mois)	30/06/2016 (6 mois)
RESULTAT NET		(8 884)	(9 111)	(3 657)
Dotations nettes aux Amortissements et provisions		509	429	65
Paiement fondé sur des actions		1 338	1 066	-
Plus et moins values de cession		-	(0)	-
Coût de l'endettement financier net		-	9	9
Charges d'impôts de la période, y compris impôts différés		14	(76)	(14)
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		(7 022)	(7 683)	(3 596)
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité		1 101	113	157
Flux net de trésorerie généré par l'activité		(5 922)	(7 569)	(3 439)
Décaissement sur acquisitions d'immobilisations incorporelles		(120)	(141)	(47)
Décaissement sur acquisitions d'immobilisations corporelles		(135)	(336)	(257)
Encaissement sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		2	1	1
Décaissement sur acquisitions d'immobilisations financières		(163)	(30)	(74)
Encaissement sur cessions d'immobilisations financières		111	2	18
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(305)	(506)	(358)
Augmentation de capital ou apports		228	20 558	524
Apports en comptes courants		-	-	0
Remboursement d'emprunts		(338)	(983)	-449
Flux net de trésorerie lié au financement		(109)	19 575	75
VARIATION DE LA TRESORERIE		(6 336)	11 500	(3 723)
Trésorerie à l'ouverture	8	41 773	30 273	30 273
Trésorerie à la clôture	8	35 437	41 773	26 551

F. Notes annexes aux états financiers établis selon les normes IFRS

NOTE 1 PRESENTATION DE L'ACTIVITE ET DES EVENEMENTS MAJEURS

1 – L'INFORMATION RELATIVE A LA SOCIETE ET A SON ACTIVITE

MEDIAN Technologies (« la Société ») est une société anonyme à conseil d'administration créée en 2002 et domiciliée en France. Le siège social de la Société est sis Les Deux Arcs - 1800 route des Crêtes – 06560 Valbonne.

Les principaux domaines d'activité de la Société et de ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») sont l'édition de logiciels et la fourniture de services dans le domaine de l'imagerie médicale en oncologie. Le Groupe développe et commercialise des solutions logicielles et propose des services optimisant l'exploitation des images médicales pour le diagnostic et le suivi des patients atteints de cancers.

La Société est cotée sur le marché d'ALTERNEXT à Paris depuis 2011.

NOTE 2 PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION, OPTIONS IFRS RETENUES

1 – PRINCIPES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES RESUMES

Les comptes consolidés du Groupe sont établis, de manière volontaire, en conformité avec le référentiel "IFRS" (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne, qui est disponible sur le site Internet de la Commission Européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces états financiers intermédiaires ont été préparés conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire », telle qu'adoptée par l'Union Européenne. Ils ne comprennent pas toutes les informations nécessaires à un jeu complet d'états financiers selon les IFRS. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

L'euro a été retenu comme monnaie de présentation du Groupe. Sauf indication contraire, les états financiers intermédiaires résumés sont présentés en milliers d'euros, toutes les valeurs étant arrondies aux milliers le plus proche.

L'activité du Groupe par sa nature n'est pas soumise à un caractère saisonnier.

Ces états financiers consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 5 octobre 2017.

2 – PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables appliquées dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le Groupe dans les états financiers consolidés en "IFRS" de l'exercice clos le 31 décembre 2016, à

l'exception des normes, amendements et interprétations applicables au Groupe pour la première fois au 1er janvier 2017 :

Principales normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2017

- ✓ Modification de l'IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir ;
- ✓ Modification de l'IAS 12 – Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes ;
- ✓ Améliorations annuelles des IFRS - Cycle (2014-2016) – modifications d'IFRS 12.

La première application de ces normes n'aura pas d'incidences significatives sur les états financiers du Groupe.

Principales normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB applicables par anticipation au 1^{er} janvier 2017 au sein de l'Union Européenne

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces normes, amendements et interprétations dans les états financiers consolidés au 30 juin 2017.

- ✓ IFRS 9 - Instruments financiers ;
- ✓ IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ;
- ✓ Améliorations annuelles 2014-2016 ;
- ✓ IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée » ;
- ✓ IFRIC 23 – Incertitudes relatives à l'impôt sur le résultat.

Concernant IFRS 15 :

L'union européenne a adopté la norme le 22 septembre 2016. IFRS 15 constitue le cadre de référence permettant de déterminer si des revenus sont à comptabiliser, pour quel montant et quand ils doivent l'être. Elle remplace les dispositions existantes sur la comptabilisation du revenu, notamment IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et IAS 11 « Contrats de construction ».

IFRS 15 sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

Dans le cadre de l'application de la nouvelle norme IFRS 15, le Groupe a lancé une analyse détaillée des impacts potentiels de la norme sur les revenus générés par les transactions et contrats de l'activité d'essais cliniques. Les premières conclusions sur la base d'un pré-diagnostic sont exposées ci-dessous. Elles pourraient être amenées à évoluer ou changer en fonction des résultats de l'analyse détaillée en cours.

Dans le cadre d'un projet d'essais cliniques, la principale promesse faite par le groupe est de fournir un service d'imagerie médicale centralisé qui englobe l'étude préliminaire de faisabilité du projet, la collecte, le traitement, la revue, la transmission et le stockage des données d'imageries médicale dans le cadre des phases I, II et III d'essais cliniques.

Le Groupe continue sa réflexion, dans le cadre de l'analyse détaillée en cours, afin de déterminer si cette promesse est une obligation de performance unique ou elle est composée d'autres éléments multiples. Le groupe n'a pas encore arrêté la méthode de transition à appliquer.

Au cours du second semestre 2017, le Groupe procédera à la finalisation des analyses qualitatives et quantitatives, ainsi qu'au chiffrage des impacts liés à l'application de cette norme (nombres d'obligations de performance, date de transfert de contrôle, décalage temporel de reconnaissance du chiffre d'affaires, présentation et communication des informations dans les Etats financiers). Il communiquera le résultat de cette étude dans les comptes consolidés clos le 31 décembre 2017.

Concernant IFRS 9 :

Le 21 juillet 2014, l'IASB a finalisé son projet de remplacement de la norme IAS 39 sur les instruments financiers, en publiant la version complète de la norme IFRS 9. Cette dernière introduit des changements importants par rapport à l'actuelle norme IAS 39 :

- ✓ Les dispositions relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers reposeront désormais sur l'analyse conjointe du modèle de gestion de chaque portefeuille d'actifs et des caractéristiques contractuelles des actifs financiers ;
- ✓ Le modèle de dépréciation a, quant à lui, abandonné l'approche actuelle basée sur des pertes avérées au profit d'une approche orientée sur les pertes attendues ;
- ✓ Le volet couverture enfin comporte de nombreuses avancées significatives en faveur d'un rapprochement comptabilité/politique de gestion des risques de l'entreprise.

Le Groupe n'attend pas de modification significative sur le classement et l'évaluation des actifs financiers compte tenu de la nature de ses opérations.

La norme IFRS 9 sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

Principales normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB non encore applicable au 1^{er} janvier 2017 au sein de l'Union Européenne

En 2017, les principales normes publiées non encore applicables de façon obligatoire et non encore approuvées par l'Union Européenne sont :

- ✓ IFRS 16 – Contrats de location ;
- ✓ Amendements à IFRS 15 - Clarifications ;
- ✓ Amendements à IFRS 2 - Classement et évaluation des transactions à base d'actions.

L'impact sur les états financiers consolidés de ces normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et non encore adoptée par l'Union Européenne est en cours d'évaluation par la Direction.

3 – UTILISATION DE JUGEMENTS ET D'ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers intermédiaires, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été effectués par le Groupe ; ils ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers intermédiaires et les montants présentés au titre des produits et des charges.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

4 – PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

La société Median Technologies Hong Kong Limited a été créée le 13 Avril 2017, afin de permettre le déploiement futur des activités de la société en Asie. La société entend prochainement accentuer ses efforts sur cette région du Monde dans laquelle le développement de la société est aujourd’hui primordial.

Cette société est détenue à 100% par Median Technologie SA et rentre donc dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2017.

NOTE 3 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles (En milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation et amortissements	Net	Valeur brute	Dépréciation et amortissements	Net
Brevets, licences, marques	1 124	(888)	236	1 064	(826)	238
Autres immobilisations incorporelles	105	-	105	45	(5)	40
Total	1 229	(888)	341	1 109	(831)	278

Les immobilisations incorporelles se composent principalement de licences de logiciels acquis. Les variations des soldes sur la période s'analysent de la façon suivante :

Immobilisations incorporelles (En milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation et amortissements	Net	Valeur brute	Dépréciation et amortissements	Net
Solde à l'ouverture	1 109	(831)	278	967	(754)	213
Acquisitions	120	-	120	141	-	141
Cessions, mises au rebut	-	-	-	-	-	-
Variation des dépréciations et amortissements	-	(57)	(57)	-	(77)	(77)
Effets des variations de change	-	-	-	1	(1)	(0)
Solde à la clôture	1 229	(888)	341	1 109	(831)	278

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles correspondent à des avances versées qui sont relatives à l'implémentation du CTMS « Clinical Trial Management System ». Ce nouvel outil, doit permettre à la société d'accroître ses gains de productivité en améliorant également le système d'information.

NOTE 4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Immobilisations Corporelles (En milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation et amortissements	Net	Valeur brute	Dépréciation et amortissements	Net
Constructions, Agencements	94	(55)	38	94	(50)	43
Autres immobilisations corporelles	1 016	(652)	364	911	(593)	318
Total	1 110	(707)	403	1 005	(644)	361

Les variations des soldes sur la période s'analysent de la façon suivante :

Immobilisations Corporelles (En milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation et amortissements	Net	Valeur brute	Dépréciation et amortissements	Net
Solde à l'ouverture	1 006	(644)	361	783	(527)	255
Acquisitions	117	(73)	44	222	-	222
Cessions, mises au rebut	(6)	6	-	(1)	-	(1)
Variation des dépréciations et amortissements	-	-	-	-	(115)	(115)
Effets des variations de change	(6)	3	(3)	2	(1)	1
Solde à la clôture	1 110	(707)	403	1 006	(644)	361

Le matériel acheté sur la période concerne essentiellement du matériel informatique mis à disposition des collaborateurs de la société.

NOTE 5 CREANCES CLIENTS ET AUTRES CREANCES

Les créances clients et autres créances s'analysent comme suit :

Créances clients et autres créances (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	Variation
Clients	1 478	1 694	(216)
Autres créances	409	677	(268)
Total	1 887	2 371	(484)

La juste valeur des créances clients et autres créances est équivalente à la valeur comptable, compte tenu de leur échéance inférieure à un an.

Aucun risque de non-paiement de ces créances clients n'a été identifié au 30 juin 2017. Il n'existe pas de provision pour dépréciation des créances clients.

Les autres créances au 30 juin 2017 correspondent principalement à de la taxe sur la valeur ajoutée déductible.

L'échéancier des créances clients au 30 juin 2017, se présente ainsi :

Créances clients et autres créances (En milliers d'euros)	Total	Non échues	1 à 30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours
Clients	1 478	631	307	253	288

L'échéancier des créances clients au 31 décembre 2016, se présente ainsi :

Créances clients et autres créances (En milliers d'euros)	Total	Non échues	1 à 30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours
Clients	1 694	968	488	179	59

NOTE 6 ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Les actifs financiers courants s'analysent comme suit :

Actifs financiers courants (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	Variation
Espèces mobilisées dans le cadre du contrat de liquidité	174	123	51
Total	174	123	51

Le Groupe a mis en place un contrat de liquidité lors de son introduction en bourse pour un montant maximum de 250 K€. Ce contrat permet la régulation du cours de bourse.

Ces espèces mobilisées sont immédiatement disponibles en cas de résiliation du contrat du prestataire. Ces espèces ont une échéance à 1 an au plus.

NOTE 7 AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

Autres actifs courants (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	Variation
Crédit d'impôt recherche	1 619	1 024	595
Crédit d'impôt export	-	40	(40)
Charges constatées d'avances	383	416	(33)
Divers	-	18	(18)
Total	2 003	1 498	505

La créance de crédit d'impôt recherche au 30 juin 2017 correspond :

- ✓ Au produit de crédit d'impôt recherche comptabilisé au 30 juin 2017 sur les dépenses du premier semestre 2017 pour un montant de 595 K€.
- ✓ Au produit de crédit d'impôt recherche sur les dépenses de l'exercice 2016 pour un montant de 1 024 K€. A ce jour, la société n'a toujours pas reçu le remboursement du Crédit d'Impôt Recherche 2016.

La Société bénéficie du crédit d'impôt recherche depuis sa création et cette créance fait l'objet d'un remboursement sur la période subséquente par l'administration fiscale.

NOTE 8 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture se décomposent comme suit :

Trésorerie et équivalents (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	Variation
Dépôts bancaires à terme	-	-	-
Disponibilités	35 440	41 776	(6 336)
Total	35 440	41 776	(6 336)

La répartition du solde en devise est la suivante :

Trésorerie et équivalents (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Euros	34 751	41 391
USD	657	385
GBP	32	-
Total	35 440	41 776

Le rapprochement entre le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie apparaissant au bilan et le montant de la trésorerie nette figurant dans le tableau des flux de trésorerie s'établit de la façon suivante :

Trésorerie nette TFT (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	Variation
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 440	41 776	(6 336)
Concours bancaires	(3)	(3)	-
Total	35 437	41 773	(6 336)

NOTE 9 CAPITAUX PROPRES

1 – CAPITAL ET PRIMES D'ÉMISSION

Au 30 juin 2017, le capital de la Société est composé de 11 688 069 actions réparties entre :

- ✓ 11 664 868 **actions ordinaires** de 0,05 € de valeur nominale ;
- ✓ 23 200 **actions de préférence de catégorie E** de 0,05 € de valeur nominale ;
- ✓ 1 **action de préférence de catégorie B** de 0,05 € de valeur nominale.

L'action de préférence de catégorie B est réservée à un actionnaire investisseur industriel et donne le droit à ce dernier d'être représenté à tout moment par un administrateur au sein du conseil d'administration de la Société. Elle est automatiquement convertie en une action ordinaire si certaines clauses statutaires sont remplies.

Les actions de préférence de catégorie E sont des actions sans droit de vote mais bénéficient des mêmes droits financiers que les actions ordinaires.

Les changements intervenus au cours de l'exercice 2016 et sur le premier semestre 2017 sont les suivants :

Capitaux propres (En milliers d'euros)	Valeur en capital	Prime d'émission	Total	Nombre d'actions
Position au 1 Janvier 2016	500 806	31 298 758	31 799 564	10 016 117
Exercice BSPCE du 1er trimestre 2016	1 592	254 728	256 320	31 841
Exercice BSPCE du 2ème trimestre 2016	1 488	238 208	239 696	29 776
Exercice BSPCE Juin 2016 - Actions de CAT. E	330	27 390	27 720	6 600
Position au 30 Juin 2016	504 216	31 819 084	32 323 300	10 084 334
Constitution réserve spéciale	0	-16 252	-16 252	-
Augmentation de capital en numéraire	75 385	19 524 611	19 599 996	1 507 692
Imputation des frais d'augmentation de capital	0	-65 794	-65 794	-
Exercice BSA Décembre 2016	2 938	497 059	499 997	58 754
Position au 31 décembre 2016	582 539	51 758 708	52 341 247	11 650 780
Exercice BSA de Janvier 2017	1 230	158 728	159 958	24 609
Exercice BSPCE du 1er trimestre 2017	25	3 225	3 250	500
Exercice BSPCE du 2ème trimestre 2017	300	38 700	39 000	6 000
Exercice BSPCE Juin 2017 - Actions de CAT. E	309	25 647	25 956	6 180
Position au 30 Juin 2017	584 403	51 985 008	52 569 411	11 688 069

Les mouvements de l'exercice 2016 et 2017 sont décrits dans le chapitre « 2.c Historique des levées de fonds depuis l'introduction en Bourse ».

2 – ACTIONS PROPRES

Dans le cadre du contrat de liquidité mis en place suite à l'introduction en bourse, la société détient des actions d'autocontrôle et réalise des plus ou moins-values sur la cession et le rachat de ces actions. Ces actions, ainsi que l'effet de la plus et moins-value réalisée sur la cession et le rachat de ces actions propres, sont portées en diminution de réserves consolidées.

Au 31 décembre 2016, l'impact de l'annulation de 13 807 actions propres, en diminution des réserves consolidées s'élève à un montant de -90 K€. Le montant imputé en réserve d'actions propres tient compte de la valeur des actions ainsi que des gains ou pertes réalisés sur les mouvements de ces actions propres.

Au 30 juin 2017, l'impact de l'annulation de 9 607 actions propres, en diminution des réserves consolidées, s'élève à un montant total de -39 K€. Le montant imputé en réserve d'actions propres tient compte de la valeur des actions propres ainsi que des gains ou pertes réalisés sur le mouvement de ces actions propres.

Ces actions propres n'ont pas vocation à être attribuées aux salariés dans le cadre de plan d'attribution d'actions gratuites et n'ont que pour objet la régulation du cours de bourse dans le cadre du contrat de liquidité.

Au 30 juin 2017, la société ne détient pas d'autres actions propres non annulées.

3 – OPTIONS DE SOUSCRIPTIONS D' ACTIONS

Utilisant l'autorisation conférée par plusieurs assemblées générales, le conseil d'administration a émis les plans d'options décrits dans le chapitre « 2.e Historique des plans d'options de souscriptions d'actions ».

L'incidence sur l'état du résultat global des paiements fondés sur des actions est présentée en [Note 17](#).

Les instruments financiers concernés par le paiement fondé sur des actions sont les plans de stock-option, les BSA attribués le 5 avril 2012 et les actions gratuites attribuées en juillet et octobre 2016.

Caractéristiques et modalités du nouveau plan de stock option du 26 Juin 2017

L'assemblée Générale Extraordinaire en date du 22 juin 2017 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir, au maximum 300.000 options donnant droit à la souscription d'actions ordinaires de la Société à émettre (ci-après les « stock-options »). Le plan d'option qui a été adopté par le conseil d'administration en date du 26 juin 2017 présente les modalités principales suivantes :

- ✓ Nombre total des options de souscription d'actions : 22.500 ;
- ✓ Prix de souscription de l'action : 13 euros par action ;
- ✓ Durée de validité des options est de sept (7) ans à compter de la date d'attribution par le conseil d'administration, soit jusqu'au 25 juin 2024 inclus ;
- ✓ La condition d'acquisition des droits est de 4 années de service ;
- ✓ Les options sont exerçables à hauteur d'un quart par année à compter de la date d'attribution ;
- ✓ Le règlement du plan remis aux salariés comporte les conditions d'exercice des options, incluant notamment l'obligation d'être salarié de la société et/ou des sociétés du groupe visées au 1° de l'article L. 225-180 du Code de commerce, au moment de l'exercice des options.

Les stocks options ont toutes été proposées à des salariés de la filiale américaine Median Technologies Inc.

NOTE 10 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

1 – RETRAITES A PRESTATIONS DEFINIES

Les engagements envers le personnel sont exclusivement composés des avantages postérieurs à l'emploi. En France, la Société cotise au régime national de retraite et ses engagements auprès des salariés en termes de retraite se limitent à une indemnité forfaitaire basée sur l'ancienneté et versée dès lors que le salarié atteint l'âge de la retraite. Cette indemnité de départ à la retraite est déterminée pour chaque salarié en fonction de son ancienneté et de son dernier salaire prévu. Cette obligation au titre du régime à prestations définies est provisionnée.

La Société n'a pas d'actif de couverture des régimes à prestations définies.

Les montants constatés au bilan au titre des engagements à prestations définies sont les suivants :

Engagements de retraite (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	Variation
Provisions pour engagement personnel	370	467	(97)
Total	370	467	(97)

a) Variations des engagements provisionnés au bilan

Les variations de ces engagements peuvent s'analyser comme suit :

Engagements provisionnés (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Provisions à l'ouverture	467	367
Coût des services	(75)	54
Coût d'intérêt	3	7
Charges de l'exercice	(72)	61
Prestations versées	-	-
Ecart actuariels (gains) / pertes	(25)	39
Provisions à la clôture	370	467

b) Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Indémnités de fin de carrière (Hypothèses)	30/06/2017	31/12/2016
Taux d'actualisation	1,67%	1,30%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%
Taux de revalorisation salariale	0,50%	0,50%
Taux de charges sociales	46%	46%
Table de mortalité	INSEE T68-FM 2008-2010	INSEE T68-FM 2008-2010
Âges de départ en retraite	Compris entre 62 et 67 ans	Compris entre 62 et 67 ans
Mode de départ en retraite	Départ volontaire	Départ volontaire

Une analyse de sensibilité a été effectuée sur ce régime et sur l'hypothèse clé du taux d'actualisation. Une variation de ce taux appliquée à l'exercice considéré sur ce régime aurait, sur l'engagement brut du Groupe au titre du régime de retraite à prestations définies, l'impact suivant :

Sensibilité au taux d'actualisation (En milliers d'euros)	30/06/2017
Dette actuarielle à 1,17%	414
Dette actuarielle à 1,67%	370
Dette actuarielle à 2,17%	331
Durée estimée (années)	23

2 – RETRAITES A COTISATIONS DEFINIES

Aux Etats-Unis, la filiale MEDIAN Inc. contribue à un régime à cotisations définies qui limite son engagement aux cotisations versées. Le montant des charges constatées au titre du premier semestre 2017 est non significatif.

NOTE 11 PROVISIONS COURANTES

Les provisions courantes inscrites au bilan consolidé s'élevaient aux montants suivants :

Provisions courantes (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	Variation
Provisions courantes	380	-	380
Total	380	-	380

Les variations des soldes provisions entre le 31 décembre 2016 et le 30 juin 2017 s'analysent de la façon suivante :

Provisions courantes (En milliers d'euros)	31/12/2016	Dotations	Utilisations	Reprises	30/06/2017
Provision pour litiges - courant (1)		380	-	-	380
Total	-	380	-	-	380

- (1) Une provision pour litige d'un montant de 380 K€ a été constituée pour couvrir d'éventuelles indemnités à verser dans le cadre de litiges envers plusieurs anciens salariés. Cette estimation est réalisée sur la base de la meilleure estimation de la direction de la Société et leurs conseils.

A noter que la contribution patronale sur actions gratuites présentait un passif courant qui était enregistrée dans le poste « Provisions courantes » au 31 décembre 2016 pour un montant de 228 K€.

Cette contribution entre dans le champ d'application de la norme IFRS 2 et son dénouement s'effectue en remettant de la trésorerie aux organismes sociaux français.

Ainsi, sa nature répond aux caractéristiques de dettes envers le personnel et doit être ainsi comptabilisée et présentée dans le poste « Dette fournisseurs et autres dettes courantes ».

Le Groupe a donc procédé à un reclassement dans les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 comme si cette dette avait été enregistrée et présentée dans le poste « Dettes fournisseurs et autres dettes courantes » pour un montant de 228 K€.

Ce reclassement n'a pas d'impact sur le résultat et les capitaux propres du groupe 31 décembre 2016.

NOTE 12 DETTES FINANCIERES LONG ET COURT TERME

Au 30 Juin 2017, les dettes financières long et court terme se décomposent ainsi :

Dettes financières long terme (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	Variation
Dette financière à long terme	-	-	-
Dette financière à court terme	122	459	(337)
Total	122	459	(337)

Les dettes financières long et court terme sont composées principalement des éléments suivants :

Dettes financières court terme (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	Variation
Avances OSEO	119	456	(337)
Concours bancaires	3	3	-
Total	122	459	(337)

Avances OSEO :

Dans le cadre de sa participation au projet d'Innovation, le Groupe MEDIAN a bénéficié de trois avances remboursables accordées par OSEO en 2009, d'un montant maximum de 2 875 K€. Le solde de ces avances au 30 juin 2017 s'élève à 119 K€.

Les remboursements sont effectués en fonction d'échéanciers prévus lors de la signature des contrats d'avances pour les projets LESIO I et LESIO II. Cette avance est consentie à un taux gratuit.

En application de l'exemption prévue par la norme IFRS 1 – « première adoption des IFRS » (la date de transition aux IFRS étant le 1er janvier 2013), ces avances n'ont pas été subdivisées en une partie « subvention » pour la partie correspondante à la rémunération de l'avance obtenue à titre gratuit et une partie « dette financière ».

La partie à moins d'un an de ces avances a été classée en passif financier courant et s'élève au 30 juin 2017 à 119 K€.

Le Groupe a remboursé la somme de 338 K€ au cours du premier semestre 2017. Il n'a pas reçu d'autres subventions.

NOTE 13 PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES

Le passif net d'impôts différés s'analyse comme suit :

Origine des impôts différés (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	Variation
Charges temporaires non déductibles	-	-	-
Déficits fiscaux reportables (2)	751	761	(10)
Retraitements de consolidation :			
- Retraites et pensions	104	131	(27)
- Provision intragroupe (1)	(1 222)	(1 243)	21
- Autres	-	-	-
Total (3)	(367)	(351)	(16)

- (1) Un impôt différé passif a été constaté sur la provision comptabilisée dans les comptes sociaux de la Société et qui concerne les avances consenties par la Société à ses filiales. La provision sur ces avances a été déduite fiscalement dans les comptes sociaux. Ces avances s'élèvent à 4 363 K€ au 30 juin 2017 (4 438 K€ au 31 décembre 2016).
- (2) Au 30 juin 2017, un impôt différé actif sur déficits reportables de 751 K€ (761 K€ au 31 décembre 2016) a été constaté sur les impôts différés passifs en tenant compte toutefois de la législation fiscale française qui plafonne l'imputation des déficits reportables à 50% du bénéfice imposable de l'exercice, cette limitation étant applicable à la fraction des bénéfices qui excède 1 million d'euros. Le Groupe n'a pas activé l'intégralité des déficits fiscaux indéfiniment reportables en France. Le solde de ces déficits fiscaux non activés s'élève au 30 juin 2017, à un montant de 67 964 K€ (59 754 K€ au 31 décembre 2016).
- (3) Les actifs et passifs d'impôts différés étant constatés sur la Société uniquement, les actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés.

Les variations d'impôts différés sont composées de la manière suivante :

Impôts différés passifs - net (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Position à l'ouverture	(351)	(440)
(Charge) Produit d'impôt différé au compte de résultat	(10)	79
(Charge) Produit d'impôt différé dans les autres éléments du résultat global	(7)	11
Position à la clôture	(367)	(351)

Les impôts différés sur le résultat et sur les autres éléments du résultat global (OCI) sont ainsi composés :

Impôts différés passifs - net (En milliers d'euros)	30/06/2017		31/12/2016	
	Résultat net	OCI	Résultat net	OCI
Charges temporaires non déductibles	-	-	-	-
Déficits fiscaux reportables	(10)	-	(134)	-
Retraitements de consolidation :				
- Retraites et pensions	(20)	(7)	(2)	11
- Provision intragroupe	21	-	215	-
- Autres	-	-	-	-
Total	(10)	(7)	79	11

NOTE 14 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES COURANTES

La répartition par nature est la suivante :

Dettes fournisseurs et autres dettes courantes (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	Variation
Dettes fournisseurs	1 039	966	73
Dettes fiscales	31	242	(211)
Dettes sociales (1)	2 698	1 581	1 117
Dettes fournisseurs d'immobilisations	-	18	(18)
Produits constatés d'avance	75	93	(18)
Avances reçues des clients à moins d'un an (2)	2 599	2 492	107
Autres dettes	66	22	44
Total	6 507	5 415	1 092

L'intégralité des dettes fournisseurs et les autres dettes ont une échéance à moins d'un an.

- (1) Les dettes sociales concernent les salaires, les charges sociales et provisions pour congés payés.

L'augmentation des dettes sociales correspond principalement :

- ✓ Aux indemnités légales et transactionnelles à payer dans le cadre de licenciements intervenus sur la période pour un montant de 312 k€. Cette dette est exigible sur les licenciements et transactions déjà actés sur la période, à la différence du passif évalué sur des litiges éventuels, nés sur la période, et comptabilisés en provision courante.
 - ✓ à une dette envers les organismes sociaux constituée pour 525 K€, dont un montant de 228 K€ comptabilisé au 31 décembre 2016, et un montant de 297 K€ comptabilisé sur le 1^{er} semestre 2017. Cette dette correspond à la contribution patronale spécifique, qui s'élève à 20% de la valeur des actions gratuites attribués en date d'acquisition, et qui est exigible dès le mois suivant la date d'acquisition, soit une première échéance pour les AGA 2016 A en août 2017. Cette dette a été calculée en retenant le cours de l'action au 30/06/2017 et au 22/07/2017 pour le plan A. La dette est étalée sur la période d'acquisition définie dans les plans.
- (2) Les avances reçues des clients à moins d'un an correspondent aux acomptes versés à la signature des contrats « Essais cliniques » (« initial paiement »). Le fonctionnement de ces avances reçues est décrit dans la note **15** ci-dessous. Le solde de ces avances au 30 juin 2017 reste stable par rapport au solde au 31 décembre 2016.

NOTE 15 AUTRES DETTES NON COURANTES

Au 30 juin 2017, les autres dettes non courantes se décomposent ainsi :

Autres dettes non courantes (En milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	Variation
Avances reçues des clients à plus d'un an	1 086	1 126	(40)
Total	1 086	1 126	(40)

Les autres dettes non courantes correspondent aux avances reçues des clients en début de contrat pour l'activité « Essais cliniques ». Ces avances s'imputent sur la facturation client au même rythme que l'avancement des prestations effectuées et reconnues en chiffre d'affaires. Elles sont remboursables en cas d'arrêt de l'essai clinique.

Le montant de ces avances non apuré au 30 juin 2016 s'élève à 3 686 K€, la part à moins d'un an de ces avances est classée dans la rubrique « Dettes fournisseurs et autres dettes courants » et s'élève à 2 599 K€ (Cf ci-dessus la [Note 14](#)).

NOTE 16 CHIFFRE D'AFFAIRES

1 – CHIFFRES D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE ET PAR NATURE DE PRODUITS

Chiffre d'affaires (En milliers d'euros)	30/06/2017			30/06/2016			Variation
	France	Export	Total	France	Export	Total	
Prestations de Services	97	3 861	3 958	148	2 748	2 896	1 062
Ventes de Licences	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de Marchandises	-	-	-	-	14	14	(14)
Total	97	3 861	3 958	148	2 762	2 910	1 048

Les zones géographiques sont réparties par destination.

Chiffre d'affaires par zone géographique (En milliers d'euros)	30/06/2017	30/06/2016	Variation
France	97	148	(51)
USA/Canada	1 250	1 036	214
UE	1 980	1 580	400
Autres exportations	631	147	484
Total	3 958	2 910	1 048

Le Groupe poursuit sa politique de croissance et entend chaque jour élargir sa présence, et accroître son activité auprès des grands groupes pharmaceutiques. A ce jour, le Groupe est référencé auprès de la plupart des gros laboratoires mondiaux. Néanmoins sur le premier semestre 2017, le Groupe constate que l'un de ses principaux clients représente plus de 42 % du chiffre d'affaires au travers de différentes études cliniques menées auprès de différents sponsors.

Le chiffre d'affaires de la Société s'élève au 30 Juin 2017, à 3 958 K€, contre 2 910 K€ la période précédente, soit une évolution du chiffre d'affaires de 36% sur la période.

Cette hausse de l'activité sur le premier semestre 2017, vient valider les objectifs de la direction, grâce à la poursuite des contrats en cours et au démarrage de contrats signés en fin d'année dernière et sur le premier semestre 2017, avec des groupes pharmaceutiques dans le cadre d'essais cliniques.

NOTE 17 CHARGES DU PERSONNEL

Le détail des charges du personnel s'analyse comme suit :

Charges de personnel (En milliers d'euros)	Notes	30/06/2017	30/06/2016	Variation	Variation
Salaires		5 151	3 081	2 070	67%
Charges sociales		1 897	1 123	774	69%
Crédit Impôt recherche		(595)	(423)	(172)	41%
Total		6 453	3 781	2 672	71%
Paiements en actions	17	1 339	2	1 337	
Avantage envers le personnel	10	(75)	27	(102)	
Total		7 717	3 810	3 907	103%
Effectif moyen		100	76	24	32%

Le crédit d'impôt recherche correspond à une subvention octroyée par l'état en fonction des charges engagées dans le cadre d'effort de recherches et de développement.

Les charges engagées par le Groupe dans ce domaine et éligibles au crédit d'impôt recherche correspondent essentiellement à des charges du personnel, ce qui explique l'imputation du crédit d'impôt recherche sur les charges du personnel. Les dépenses de Recherche & Développement éligibles au crédit d'impôt recherche s'établissent à 1 733 K€ sur le premier semestre 2017, contre 1 431 K€ sur le premier semestre 2016.

L'augmentation de l'effectif moyen s'explique par l'augmentation des effectifs au sein de la Filiale américaine du Groupe.

NOTE 18 PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Au 30 juin 2017, les accords de paiements fondés sur des actions au sein du Groupe et toujours en cours sont les suivants :

- ✓ les programmes de stock-options ;
- ✓ le programme d'attribution d'actions gratuites ; et
- ✓ les BSA et BSPCE.

Ces accords sont tous réglés en instruments de capitaux propres du Groupe. La charge de l'exercice correspond principalement aux programmes d'attribution d'actions gratuites et à la charge du programme de Stock-options comme décrit dans les notes respectives ci-dessous.

1 – PROGRAMME DE STOCK-OPTIONS

Le Groupe a mis en place un programme d'attribution d'actions gratuites qui donnent droit aux principaux dirigeants et salariés de l'entreprise de se faire attribuer gratuitement des actions de la Société.

Le Conseil d'Administration de la société Median Technologies en date du 22 juillet 2016 et du 6 octobre 2016 a décidé d'attribuer des actions gratuites à ses salariés au travers des plans A, B, C et D.

Les principales caractéristiques de ces quatre plans sont synthétisées ci-dessous :

N° de plan	Date d'attribution	Personnel concerné	Nombre d'options	Conditions d'acquisition des droits	Vie contractuelle des options
Plan A	22/07/2016	Cadre supérieur	162 523	1 année de service	1 an
Plan B	22/07/2016	Cadre supérieur	152 522	2 années de service	1 an
Plan C	06/10/2016	Cadre supérieur	186 873	Variable	Spécifique
Plan D	06/10/2016	Cadre supérieur	186 872	Variable	Spécifique
Total			688 790		

(*) Le nombre d'actions potentielles à émettre par le Groupe concernant le plan B a été diminué de 10 000 actions suite au départ d'un Cadre supérieur qui ne remplit donc plus les conditions d'acquisition des droits. Le montant de la charge comptabilisée au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2016, pour un montant de 18 k€, a été repris en produit en contrepartie d'un compte de réserves.

Spécificités relatives aux plans C et D : les AGA 2016 C et D ont toutes été attribuées à des salariés de la filiale américaine MEDIAN Technologies Inc. Leur acquisition est conditionnée à la présence des bénéficiaires et à la survenance d'un événement de sortie (introduction sur le marché, changement de contrôle,...) avant une certaine date. En conformité avec la norme IFRS 2, la charge liée à l'attribution de ces actions gratuites a été évaluée sur la base de la juste valeur des actions à la date d'attribution en fonction des principales hypothèses suivantes :

	Plan A	Plan B	Plan C	Plan D
Cours de l'action à la date d'attribution	8,99	8,99	8,48	8,48
Taux de dividendes	0%	0%	0%	0%
Décote d'inaccessibilité	10%	10%	0%	0%
Juste valeur de l'option	8,09	8,09	8,48	8,48

Ainsi la charge reconnue sur premier semestre 2017 au titre des actions gratuites s'élève à 1 356 k€.

Nouveau programme de stock-options sur le premier semestre 2017

Le 22 juin 2017, le groupe a lancé un nouveau programme d'options sur actions qui donne le droit à des salariés et dirigeants du Groupe d'acquérir des actions de la Société. Cette assemblée a délégué au conseil d'administration la possibilité d'attribuer aux dirigeants et salariés du Groupe MEDIAN un nombre maximum de 300 000 options. Le conseil d'administration du 26 juin 2017 a attribué au titre de ce programme 22 500 options, dont les caractéristiques sont les suivantes :

N° de plan	Date d'attribution	Personnel concerné	Nombre d'options	Conditions d'acquisition des droits	Vie contractuelle des options
Plan N°4	26/06/2017	Cadre supérieur	22 500	4 années de service	7 ans
Total			22 500		

Ainsi la charge reconnue sur le premier semestre 2017 n'est pas significative au titre de ces stock-options et s'élève à 0,5 k€. Ces stock-options ont été attribués à des salariés de la filiale américaine Median Technologies Inc.

Les principales hypothèses utilisées pour la détermination de la charge résultant de paiements fondés sur des actions par application du modèle Black-Scholes pour la valorisation de la juste valeur de ces options ont été les suivantes :

	Plan 4
Cours du sous-jacent à la date d'attribution	12,40
Prix d'exercice (Strike)	13,00
Volatilité attendue	40%
Maturité	7
Taux de rendement sans risque	1,67%
Taux de dividendes	0%
Juste valeur de l'option	5,26

La volatilité attendue a été estimée en prenant en compte la volatilité historique du prix des actions d'un panel de sociétés cotées comparables, notamment sur la période historique compatible avec le terme attendu.

Anciens programmes de stock-options

Au 1er avril 2011 et au 5 avril 2012, le Groupe a mis en place des programmes d'options sur actions qui donnent droit aux principaux dirigeants et salariés de l'entreprise d'acquérir des actions de la Société.

Ces deux assemblées générales ont délégué au conseil d'administration la possibilité d'attribuer aux dirigeants et salariés du Groupe MEDIAN un nombre maximum de 300 000 options.

N° de plan	Date d'attribution	Personnel concerné	Nombre d'options	Conditions d'acquisition des droits	Vie contractuelle des options
Plan n° 1	15/12/2011	Cadre supérieur	60 000	3 années de service	7 ans
Plan n° 2	05/07/2012	salarié	15 000	3 années de service	7 ans
Plan n° 3	05/02/2012	salarié	22 970	4 années de service	7 ans
Plan n° 4	03/10/2013	Cadre supérieur	10 000	4 années de service	7 ans
Total des options			107 970		

Ainsi la charge reconnue au titre du premier semestre 2017 au titre de ces stock-options s'élève à 1 K€ et celle reconnue sur le premier semestre 2016 est de 2 K€.

Les mouvements d'actions gratuites intervenus sur la période 2017 sont présentés en [Note 9.3](#).

NOTE 19 CHARGES EXTERNES

Les charges externes s'analysent comme suit :

Charges Externes (En milliers d'euros)	30/06/2017	30/06/2016	Variation
Sous-traitance	1 127	624	503
Locations et Charges locatives	414	264	150
Entretien et réparation	89	49	40
Primes d'assurances	35	31	4
Services extérieurs divers	431	279	152
Personnel extérieur	150	-	150
Intermédiaires et honoraires	997	760	237
Publicité	111	97	14
Transport	33	33	-
Déplacement, missions et réceptions	580	292	288
Frais postaux et télécommunications	54	44	10
Services bancaires	47	21	26
Autres services - divers	11	14	(3)
Autres charges d'exploitation	112	53	59
Total	4 190	2 560	1 630

Les charges externes s'élèvent au 30 juin 2017, à 4 190 K€ contre 2 560 K€ au 30 juin 2016. Cette variation de charges de 1 630 K€ s'explique essentiellement par :

- ✓ L'augmentation du recours à la sous-traitance de 503 K€ sur les projets pharmaceutiques principalement en lien avec le développement de l'activité ;
- ✓ L'augmentation des coûts de locations pour 150 K€ sur la période sont relatifs à l'implantation de nouveaux bureaux aux Etats-Unis, à Woburn pour le développement de la filiale et de nos activités US courant mai 2016, et également à l'augmentation des coûts de locations des serveurs utilisés par la société pour son activité ;
- ✓ Le Groupe a eu recours à du personnel intérimaire sous-traitant, en France ainsi qu'à l'étranger pour ses différents services opérationnels pour faire face aux accroissements d'activités qui touchent de nombreux services ;
- ✓ L'augmentation des honoraires pour un montant de 237 K€ qui sont principalement dus aux recrutements intervenus sur la période, ainsi que des honoraires liés à différentes inspections et audits de la société ;
- ✓ L'augmentation des frais de déplacement d'inscrivent dans la stratégie du Groupe de poursuivre son développement en France et à l'étranger. Le développement de la société suit son cours et particulièrement en Asie, sur le 1er semestre de l'année. Suite au renforcement très important des équipes de ventes sur la fin de l'exercice 2016 et le début de l'année 2017, les charges liées aux déplacements et missions ont fortement augmentées sur la période ;
- ✓ L'accroissement de l'ensemble des autres charges externes (Assurances, publicité, frais postaux, services bancaires, etc..), compte tenu du très fort développement du Groupe.

NOTE 20 RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'analyse comme suit :

Résultat financier net (En milliers d'euros)	30/06/2017	30/06/2016	Variation
Intérêts et charges financières assimilées	-	(9)	9
Pertes des placements	(3)	(7)	4
Coût de l'endettement financier net	(3)	(17)	14
Pertes de change	(194)	(85)	(109)
Autres charges financières	-	-	-
Autres charges financières	(194)	(85)	(109)
Gains de change	10	25	(15)
Autres produits financiers	20	40	(20)
Autres produits financiers	30	65	(35)
Total	(168)	(37)	(131)

NOTE 21 IMPOT SUR LE RESULTAT

La charge d'impôt sur le résultat se décompose ainsi :

Charge d'impôt sur le résultat (En milliers d'euros)	30/06/2017	30/06/2016	Variation
Impôt exigible - France	-	-	-
Impôt exigible - Etranger	4	-	4
Impôt différé net	10	(14)	24
Total	14	(14)	28

NOTE 22 RESULTAT PAR ACTION

Le nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat par action est égal au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice duquel sont déduites les actions détenues en autocontrôle.

Résultat net par actions (En milliers d'euros)	30/06/2017	30/06/2016	Variation
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	11 664 868	10 067 313	1 597 555
Titres d'autocontrôle	(9 607)	(18 833)	9 226
Total actions	11 655 261	10 048 480	1 606 781
Nombre d'actions potentielles	13 697 652	11 614 379	2 083 273
Résultat net	(8 884)	(3 657)	(5 227)
Résultat net par actions (en euros)	-0,76	-0,36	(0,40)

Les instruments potentiellement dilutifs sont décrits en [Note 9.3](#) Au cours de périodes présentées, les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSPCE, BSA,...) sont considérés comme anti-dilutifs car ils conduisent à une réduction de la perte par action. Ainsi le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

NOTE 23 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET AUTRES PASSIFS EVENTUELS

1 – LOCATIONS

Le Groupe est locataire de ses locaux. Il dispose de 2 contrats de location pour ses sites :

- ✓ Valbonne : Le contrat de location est sur une durée de 9 années et prendra fin au plus tard le 15 octobre 2024. Le contrat de location est un bail commercial et peut être résilié tous les trois ans à compter de la date d'effet du contrat de location, soit le 16 octobre 2015.
- ✓ Woburn : Le contrat de location est un bail commercial sur une durée de 3 années et prendra fin au plus tard le 30 avril 2019. Le contrat a pris effet au 1^{er} Mai 2016.

Au 30 Juin 2017, le montant total des paiements minimaux futurs à effectuer au titre de ces contrats de location simple (période non résiliable) est le suivant :

Locations (En milliers d'euros)	30/06/2017
A un an au plus	295
A plus d'un an mais à 5 ans au plus	123
Total	418

2 –ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Licences d'exploitation des logiciels et brevets

Selon les dispositions des contrats de licences avec l'Université de Chicago, la Société doit à cet établissement les montants suivants, non encore comptabilisés au 30 Juin 2017 :

- ✓ Des royalties égales à 1% du chiffre d'affaires qui sera réalisé par la Société au titre du logiciel CAD-Lung postérieurement au 30 juin 2017. A noter que le contrat prévoit que la Société devra en tous cas verser à l'Université de Chicago, à ce titre, un minimum de royalties de 15 000 \$ pour chaque année calendaire (provisionné au bilan au 30 juin 2017).
- ✓ 45 000 \$ lorsque la Société aura obtenu les autorisations administratives nécessaires à la commercialisation du logiciel CAD-Colon soit aux Etats-Unis, soit au Japon, soit en Europe, ainsi que 30 000 \$ lorsque les ventes cumulées du logiciel CAD-Colon auront dépassé 1 000 000 \$. A noter que la Société a décidé, début 2009, de ne plus commercialiser le logiciel CAD-Colon.
- ✓ Des royalties égales à 1,5 à 2,0 % du chiffre d'affaires qui sera réalisé par la Société au titre du logiciel CAD-Colon postérieurement au 30 juin 2017. A noter que le contrat prévoit que la Société devra en tous cas verser à l'Université de Chicago, à ce titre, un minimum de royalties de 15 000 \$ pour chaque année calendaire. A noter que, la Société ayant décidé de ne plus commercialiser le logiciel CAD-Colon, et en accord avec l'Université de Chicago, cet engagement ne sera pas applicable tant que la Société n'aura pas recommencé à le commercialiser.

NOTE 24 OPERATIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Rémunérations des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont composés des membres du Conseil d'Administration de la Société. Les rémunérations versées ou à versées aux principaux dirigeants sont les suivantes :

Rémunération des dirigeants (En milliers d'euros)	30/06/2017	30/06/2016	Variation
Salaires et traitements versés (y compris charges sociales)	925	537	388
Salaires et traitements à verser (y compris charges sociales)	274	68	206
Paiements fondés sur des actions	934	-	934
Engagements de retraite	-	37	(37)
Jetons de présence	50	25	25
Total	2 183	667	1 516

L'augmentation des rémunérations versés aux dirigeants correspond à :

- ✓ L'arrivée dans le conseil d'administration d'un nouveau cadre de la société sur le second semestre 2016.
- ✓ Le montant des paiements fondés sur les actions, suite à l'attribution d'actions gratuites sur le second semestre 2016.

Le Groupe n'a pas d'autres transactions avec les principaux dirigeants.

Le Groupe n'a conclu aucune autre transaction significative avec des parties liées.

Sur la période, les dirigeants sont au nombre de 3, contre 2 l'exercice précédent.

NOTE 25 DIVIDENDES

Aucun dividende n'a été versé par le Groupe au cours du premier semestre 2017 tout comme au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

5. DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SUR LES COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2017

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leurs incidences sur les comptes, des principales transactions entre parties liées.

Fait à Valbonne, le 05 Octobre 2017

Le Président Directeur Général

MEDIAN Technologies

Fredrik BRAG